

À LA VEILLE DE NOROUZ, LE RÉGIME IRANIEN MULTIPLIE
LES EXÉCUTIONS DE FEMMES ET L'EXIL DE
PRISONNIÈRES POLITIQUES

MARS

2021

NO



RAPPORT

MENSUEL



COMMISSION DES FEMMES DU CNRI

À la veille de Norouz, le régime iranien multiplie les exécutions de femmes et l'exil de prisonnières politiques

Le nouvel an perse, Norouz, a commencé le 20 mars 2021. Néanmoins, à la veille du Nouvel An et alors que tous les Iraniens se préparaient ces célébrations, le régime clérical iranien a intensifié les exécutions de femmes et le bannissement de prisonnières politiques. Cette mesure inhumaine, qui viole les droits des prisonnières, a ruiné les célébrations du Nouvel An de leurs familles également.

Exécution de cinq femmes

Le régime clérical [a exécuté cinq femmes](#) depuis le début de l'année 2021.

Une femme non identifiée a été pendue à la prison centrale de Sanandaj le 27 janvier 2021.

Une autre femme non identifiée, âgée de 23 ans seulement, a été pendue à la prison d'Ardebil, le 8 février 2021.

Zahra Esmâ'ili a été pendue à la prison Gohardacht de Karadj le 17 février 2021.

Maryam (Massoumeh) Karimi a été pendue à la prison de Lakan, à Racht, le 13 mars 2021.

Nafiseh Pakmehr a été pendue à la prison de Taybad le 14 mars 2021.

Pendre le corps sans vie de Zahra Esmâ'ili, mère de deux enfants.

Zahra Esmâ'ili, 42 ans et deux enfants, a été pendue à l'aube du 17 février 2021 à la prison Gohardacht de Karadj.

Avant sa propre exécution, elle a dû assister à la pendaison de 16 autres personnes avant elle. Avant d'atteindre la potence, elle a été victime d'une crise cardiaque qui l'a tuée sur le coup.



Zahra Esmâ'ili, une parente et ses deux enfants (à gauche) ; lieu des pendaisons collectives dans la prison de Gohardacht où Zahra a été pendue

Par la suite, son avocat a annoncé que les responsables de la prison avaient pendu son corps sans vie. Il a vu le certificat de décès qui indiquait "attaque cardiaque" comme raison du décès.

Zahra Esmâ'ili [était une femme innocente](#). Elle a revendiqué le meurtre de son mari pour sauver sa fille adolescente qui lui avait tiré une balle dans la tête.

Alireza Zamani, son mari, était directeur général du ministère du Renseignement. Il maltraitait et battait régulièrement sa femme et ses enfants. Il avait l'habitude d'amener des femmes chez lui sous les yeux de sa propre famille.

Alireza Zamani avait même menacé de tuer sa femme et tenté de violer sa fille.

À la suite de ces brutalités, sa fille l'a tué avec l'aide de son frère.

[Son exécution](#) a été une vengeance inhumaine par des agents des services de renseignement.

[Maryam Karimi \(Massoumeh\)](#) a été pendue à la prison de Lakan à Racht le 13 mars 2021. Elle était mariée et avait un enfant. Maryam Karimi était victime de violences domestiques mais son mari n'avait pas accepté le divorce.

La dernière femme exécutée était [Nafiseh Pakmehr](#), qui était emprisonnée dans le couloir de la mort depuis huit ans. Elle était la 116e femme à être exécutée sous le mandat de Rohani.

Le premier bourreau de femmes au monde.

L'Iran détient le record mondial du plus grand nombre d'exécutions par habitant. Il est également le [premier bourreau de femmes](#) au monde. Les exécutions ont lieu à l'issue de procès manifestement inéquitables.

Plus de 4 300 personnes ont été exécutées en Iran sous le mandat présidentiel de Rohani. À ce jour, 116 femmes figurent parmi elles.

Le nombre réel d'exécutions, et en particulier de femmes, est beaucoup plus élevé.

Le régime iranien utilise ouvertement la peine de mort comme une forme de punition. Dans de nombreux cas et de manière discriminatoire, cette peine est appliquée contre les minorités religieuses et ethniques, les dissidents politiques et les femmes.

La plupart des femmes exécutées sont elles-mêmes [victimes de violences domestiques](#) et commettent un meurtre en état de légitime défense. Mais le régime des mollahs ne catégorise pas les homicides, et tous les cas de meurtre, quelle qu'en soit la motivation, sont punis de mort.

La commission des Femmes du CNRI condamne la peine de mort

La commission des Femmes du CNRI condamne fermement la peine de mort. La commission a demandé à plusieurs reprises à la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, au Rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes, et à toutes les organisations internationales de défense des droits humains et des droits des femmes de condamner fermement les exécutions en Iran et en particulier l'exécution de femmes.

La commission des Femmes du CNRI a également demandé une action urgente pour sauver la vie des prisonniers du couloir de la mort, en particulier les femmes.

Bannissement illégal des prisonnières politiques

L'une des pressions systématiques exercées sur les prisonnières politiques, et toujours en vigueur, est leur bannissement illégal vers des prisons situées loin de leur ville de résidence.

Maryam Akbari Monfared et Atena Daemi font partie des prisonnières politiques résistantes qui ont été envoyées dans des prisons lointaines au mois de mars.



Depuis la gauche : Maryam Akbari Monfared, Golrokh Iraee, et Atena Daemi

Maryam Akbari Monfared

Selon les informations du 9 mars 2021, la prisonnière politique Maryam Akbari Monfared a été [brusquement transférée du](#) quartier des femmes de la prison d'Evin et bannie vers la prison de Semnan, à l'issue de la 12e année de son emprisonnement.

Les informations en provenance du quartier des femmes d'Evine indiquent que [ses compagnes de cellule ont protesté](#) contre son bannissement et sont intervenues pour empêcher son transfert. Mais des gardiens de prison ont violemment fait irruption dans le quartier et l'ont fait sortir de force.

Dans un communiqué du 11 mars, le CNRI a fermement condamné l'exil illégal des prisonnières politiques Maryam Akbari Monfared et Golrokh Ebrahimi Iraee.

Maryam Akbari Monfared est actuellement détenue [à la prison de Semnan](#) parmi les prisonnières de droit commun, sans accès à ses effets personnels. Sa détention dans la section générale constitue une violation du principe de séparation des crimes.

Privée de carte téléphonique, elle passe ses appels quotidiens dans le bureau de la sécurité de la prison et en présence d'un gardien.

Les conditions sanitaires dans la section générale de la prison de Semnan sont déplorables. Les autorités pénitentiaires ne fournissent pas de détergents ou de désinfectants aux détenus.

Maryam Akbari Monfared a trois filles et purge sa 12e année de prison. Elle est détenue depuis le 31 décembre 2009, sans un seul jour de permission de sortie, pour avoir demandé justice pour sa sœur et ses trois frères exécutés dans les années 1980. Elle est privée d'accès aux soins et aux traitements médicaux.

Atena Daemi

La prisonnière politique Atena Daemi a été brusquement exilée à la prison de Lakan, à Racht, dans la nuit du mardi 16 mars 2021. Le transfert forcé d'Atena Daemi a eu lieu la veille du Nouvel An persan, le 20 mars.

Atena Daemi n'avait pas été informée à l'avance, et elle n'a pas été autorisée à faire ses bagages ni à contacter sa famille. Les gardiens de prison lui ont passé les menottes aux mains et aux pieds et l'ont fait sortir du quartier des femmes de la prison d'Evine.

Atena Daemi faisait partie des signataires d'une lettre de protestation contre l'éloignement forcé et l'exil illégal de la prisonnière politique [Maryam Akbari Monfared](#) à la prison de Semnan.

Dans [un communiqué le 17 mars](#), la commission des Femmes du CNRI a fermement condamné le déplacement forcé et l'exil illégal de prisonnières politiques, y compris l'exil de Mme Atena Daemi.

Atena Daemi, 32 ans et militante des droits humains et des droits de l'enfant, aurait dû être libérée le 4 juillet 2020, après avoir purgé sa peine de 5 ans de prison. Mais elle a été condamnée une nouvelle fois à un total de 5 ans d'emprisonnement et 74 coups de fouet en raison d'accusations forgées de toutes pièces portées contre elle par le ministère du Renseignement et les gardiens de la révolution (pasdarans).

Golrokh Ebrahimi Iraee

La prisonnière politique Golrokh Iraee [a été éloignée à la prison d'Amol](#), dans la province de Mazandaran, au nord de l'Iran, le 24 janvier 2021, après avoir été renvoyée à la prison de Qarchak plus tôt dans la journée. Elle avait été interrogée par les services de renseignements du Corps des gardiens de la révolution pendant 43 jours dans le quartier 2A de la prison d'Evine à Téhéran.

Lors de son transfert forcé de Qarchak, elle n'a pas été autorisée à prendre ses affaires personnelles et les objets nécessaires.

Une cinquantaine de prisonnières sont détenues dans deux salles du quartier des femmes de la prison d'Amol. La plupart ont été condamnées pour des infractions liées à la drogue et certaines sont atteintes d'hépatite. Il n'y a pas de quarantaine pour les nouvelles arrivantes et le risque de contracter le coronavirus est élevé dans cette prison.

Eloignement des prisonnières politiques kurdes

The clerical regime had earlier exiled a considerable number of political prisoners from the women's ward of Evin Prison. Among them were two Kurdish political prisoners who have been exiled to different prisons several times.

La prisonnière politique kurde Sakineh Parvaneh a été transférée d'une prison à l'autre dans plusieurs villes. Son dernier transfert a eu lieu le 24 février 2021, de la prison centrale de Machad vers un lieu non divulgué.

La prisonnière [politique kurde Zeinab Jalalian](#), condamnée à perpétuité, a été déplacée dans quatre prisons situées dans différentes régions du pays depuis avril 2020. Lors de son dernier appel téléphonique à sa famille le 10 novembre 2020, elle a déclaré avoir été transférée de force à la [prison de Yazd](#). Elle a dit qu'elle avait été brutalisée et insultée en chemin.



Zeinab Jalalian (à gauche) et Sakineh Parvaneh

Pourquoi le régime éloigne-t-il des prisonnières ?

Le régime a récemment intensifié l'envoi de prisonnières politiques en exil pour accroître la pression sur elles et punir les résistantes. Mais certains observateurs affirment que cela fait partie d'un plan visant à démanteler progressivement le quartier des femmes de la prison d'Evine.

Le quartier des femmes d'Evine est le point central de la résistance et des protestations des prisonnières politiques. Elles font la grève de la faim, individuellement ou collectivement, écrivent des lettres ouvertes dénonçant les crimes inhumains du régime dans les prisons et condamnent l'exécution d'autres prisonniers politiques.

Une des pires expériences en prison

Les prisonnières qui ont fait l'expérience du bannissement disent que c'est l'une des expériences les plus pénibles et les plus dommageables de l'emprisonnement. Cette mesure illégale punit non seulement la prisonnière mais aussi sa famille.

Les familles doivent parcourir de longues distances pour une visite de 20 minutes. Dans certains cas, même après avoir fait ce déplacement, elles ne peuvent pas effectuer la visite parce qu'elles ne connaissent pas le règlement intérieur de la nouvelle prison.

Le rapporteur spécial : une discrimination sexuelle omniprésente

En Iran, les femmes et les jeunes filles sont traitées comme des citoyens de seconde zone, a déclaré M. Javaid Rehman, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran. Le [rapport de M. Rehman](#), publié à l'occasion de la Journée internationale des Femmes, explique comment la discrimination fondée sur le sexe s'est infiltrée dans presque tous les domaines du droit et de la pratique.

L'Iran est l'un des rares États à ne pas avoir signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Les Iraniennes, fer de lance de la lutte contre un régime oppressif

C'est la fierté des femmes iraniennes d'avoir mené une lutte acharnée pour la liberté et l'égalité pendant les 40 années du régime clérical malgré toutes les discriminations et les privations et malgré les conditions répressives. Ce régime finira par recevoir un dernier coup fatal, et ce sera par les femmes.



L'une des activités organisées à Téhéran pour célébrer la Journée internationale des femmes le 8 mars.

Le mois de mars a vu le rôle effectif et décisif des femmes dans tous les actes de protestation contre le gouvernement, y compris dans les prisons et dans les unités de résistance, dans toutes les manifestations et soulèvements, dans [les activités célébrant le 8 mars](#) sous des mesures de répression sévères, dans la [commémoration des martyrs](#) au Nouvel An persan, Norouz, et partout.

Dans les derniers jours de mars également, le peuple iranien a organisé des manifestations dans tout le pays contre le contrat de coopération anti-iranien de 25 ans signé avec la Chine. Les [femmes ont été le fer de lance](#) de ces manifestations dans toutes les grandes capitales. Elles ont scandé : "L'Iran n'est pas à vendre" et "Nous nous battons et mourrons, mais nous reprendrons l'Iran".

Au troisième jour de ces protestations, un groupe de femmes a organisé une manifestation devant le parlement des mollahs à Téhéran, malgré la présence massive des forces de sécurité et d'agents en civil. Elles ont été [sauvagement attaquées et brutalisées](#) par les forces de sécurité.



Des femmes manifestant contre le contrat anti-iranien ; de gauche à droite : Ispahan, Kazeroun, Kermandjah et Karadj.